

Mais le rôle du Canada n'est pas simplement de donner des conseils. Nombre des obstacles qui entravent toujours le processus de négociation découlent directement d'un manque de confiance. La priorité que le gouvernement a accordée aux questions de vérification en particulier est un effort direct pour régler cette question. Les accords de contrôle des armements ne produisent pas la sécurité à eux seuls, mais la confiance dans leur respect donne cette sécurité. Et la vérification justifie cette confiance. Une telle approche renforce la crédibilité des conseils que nous pouvons prodiguer.

Le Canada, en tant que pays occidental, continuera de participer au processus d'édification des relations Est-Ouest. Les visites qu'effectuaient le mois dernier au Canada le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, M. Chevardnadze, et le Premier ministre de la Tchécoslovaquie s'inséraient dans ce processus. Et au début du mois prochain, je me rendrai à Vienne pour l'ouverture de la réunion de suivi de la CSCE. Cette réunion, qui traite des relations Est-Ouest sous les aspects des droits de l'homme, de la sécurité ainsi que des contacts économiques et humains, nous donne une possibilité de faire bouger le processus d'une façon globale et intégrée.

Nos espoirs de réaliser de réels progrès dans les relations Est-Ouest ont été renforcés par les développements survenus à Reykjavik. Le Canada a été en contact avec les deux parties avant et depuis la réunion tenue en Islande. Nous continuerons de mettre toutes nos ressources à contribution pour aider les Etats-Unis et l'Union soviétique à consolider l'acquis de Reykjavik.